

LES 15 DÉCLARATIONS TROMPEUSES DU MANIFESTE DU PPE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Ce document du PSE met en exergue les 15 déclarations les plus trompeuses du Manifeste du Parti Populaire européen (PPE) pour les élections européennes. Il illustre les contradictions du PPE entre ce qu'il affirme dans ce Manifeste et son comportement et ses votes au Parlement européen.

Cette analyse permet de rappeler les choix politiques qui s'offriront aux électeurs lors des élections européennes du 4 au 7 juin prochains et leurs enjeux pour déterminer le cours de la construction européenne.

1) Le Manifeste du PPE et son rôle dans l'intégration européenne

a) déclaration 1 « *notre famille politique européenne, le Parti populaire européen (PPE) a contribué davantage au développement de l'Union européenne que n'importe quelle autre force politique. À travers son histoire, le PPE a été la famille politique en pointe ayant constamment développé une vision claire pour l'Europe* ».

Le PPE s'approprie des succès historiques de l'Union européenne en insinuant que les pères fondateurs et les champions de l'Europe étaient tous des démocrates-chrétiens. Il oublie qu'à chaque Konrad Adenauer correspond un Paul-Henri Spaak ou un Jacques Delors. De nombreux grands socialistes et socio-démocrates ont été au coeur du projet européen dès son origine. Le socialiste français Christian Pineau et le socialiste belge Paul-Henri Spaak étaient deux des signataires des Traités de Rome.

Paul-Henri Spaak a, par exemple, rédigé le rapport qui a ouvert la voie à la création de la communauté économique européenne et celle de l'énergie atomique instituées par les Traités de Rome. Le socialiste français Jacques Delors est unanimement reconnu comme le Président

de la Commission européenne ayant le mieux réussi. L'Union européenne n'est pas une construction des Chrétiens démocrates mais bien celle de tous les Européens.

2) Le Manifeste du PPE sur la crise économique et financière

a) déclaration 2 : *« nos positions non seulement diffèrent absolument de celles de l'approche gauchiste développée par des socialistes, mais aussi de celle développée par ceux qui croient encore que seul le marché régule le monde et que l'économie est une fin en soi. (...) le PPE soutient une réglementation qui améliore la transparence et la surveillance au niveau européen et au niveau mondial. L'architecture financière internationale doit être repensée, nous nous concentrons sur une « meilleure réglementation » et non pas « n'importe quelle réglementation ». »*

Le PPE se targue aujourd'hui d'avoir toujours été ces dernières années un ardent défenseur d'une réglementation forte. En réalité, il n'a cessé de batailler durant la législature pour empêcher ou affaiblir les tentatives répétées des socialistes et socio-démocrates européens visant à imposer une régulation et une supervision de tous les acteurs des marchés financiers, fonds d'investissement spéculatifs (hedge funds et private equity) inclus. Jusqu'à l'automne 2008, le PPE s'est opposé avec force à toute régulation des marchés financiers alors que les prémices de la crise financière se faisaient sentir. Nombreux ont été ceux qui, dans ses rangs, ont proposé des codes de conduite ou des solutions « d'autorégulation » comme alternatives à toute forme de législation. Le groupe parlementaire du PPE a même confirmé ses positions libérales dans un document de travail en mai 2008 : *« les améliorations au cadre réglementaire devraient être fondées en premier lieu, sur la législation et les bases légales existantes ».*

Hans-Gert Pöttering, Président du groupe PPE au Parlement européen jusqu'en 2006, se déclare même le 9 mars 2005 en plénière en faveur : *« d'une culture de la prise de risques ».*

Le PPE réclamait il y a encore peu une dérégulation du secteur financier dans son ensemble. En avril 2007, l'eurodéputé conservateur britannique John Purvis s'est réjoui des efforts de libéralisation entrepris par Angela

Merkel et Georges Bush à l'issue d'un sommet UE/États-Unis : « *fort heureusement toutes ces mesures vont nous conduire dans un délai raisonnable à un libre marché transatlantique dans le secteur des services financiers et tout ce qui s'y réfèrent* ».

Pas plus tard qu'en mai 2008, le PPE proclamait encore que l'autorégulation de l'industrie résoudrait la crise : « Des mesures volontaires doivent être considérées comme l'instrument adéquat pour répondre à toute défaillance. »

Avant même le début des turbulences financières, le PSE avait tiré la sonnette d'alarme sur les risques de crise financière dans un rapport conjoint de Poul Nyrup Rasmussen, le président du PSE et de la socialiste néerlandaise Ieke van den Burg intitulé : « *hedge funds et private equity : une analyse critique* » publié en avril 2007. En novembre de la même année, le PSE a adopté sa première résolution demandant une régulation des marchés financiers.

Les socialistes européens militent depuis longtemps en faveur d'une meilleure supervision du secteur bancaire mais également d'autres acteurs des marchés financiers. L'année dernière, l'eurodéputée socialiste Ieke van den Burg a proposé, dans un rapport rédigé conjointement avec son collègue libéral progressiste Cristian Daianu, la mise en place d'une superstructure visant à garantir que les groupes financiers transfrontaliers soient supervisés à la fois du pays d'origine comme du pays de résidence. Ce rapport fut ardemment combattu par les conservateurs du PPE et par la propre famille politique du libéral Cristian Daianu ! Mais après d'âpres négociations, le groupe socialiste au Parlement européen est parvenu à rallier une majorité de suffrages à la fois en commission parlementaire et en plénière en octobre 2008 (565 voix pour, 74 contre, 18 abstentions).

b) déclaration 3 : « la récession actuelle devrait être utilisée comme une opportunité pour développer les investissements verts (...) "Pour le Parti populaire européen, la création de nouveaux emplois est la priorité de notre projet ».

Pendant plus an, le PPE a sous-estimé l'ampleur de la crise financière alors que les premiers signes d'instabilité sur les marchés sont apparus dès le printemps 2007. Il a en outre tardé à réagir. Le Conseil européen dominé par la droite a adopté un plan européen de relance économique

en décembre 2008. Depuis lors, l'activité économique est en chute libre. Les prévisions économiques tablent sur une croissance négative du PIB de l'UE de 4 % en 2009 et une hausse drastique du chômage avec 27 millions de sans emplois l'année prochaine. Mais les leaders de la droite refusent catégoriquement d'investir davantage dans ce plan de relance économique pour empêcher le développement d'un chômage de masse. La majorité conservatrice et libérale au Conseil des ministres des Finances de l'Union européenne s'est même prononcée « contre l'augmentation du plan de relance » le 9 mars 2009. Le Conseil européen des 19 et 20 mars lui a emboîté le pas en se félicitant des « beaux progrès » réalisés dans la mise en oeuvre du plan européen de relance économique de décembre.

Les socialistes européens à l'inverse appellent de leur voeu un plan européen de relance plus ambitieux. Le Président du Parti des socialistes européens Poul Nyrup Rasmussen a déclaré en plénière le 25 mars 2009 au très conservateur Président de la Commission européenne José Manuel Barroso : « Paul Krugman (Prix Nobel d'économie) a déclaré que l'Europe met à disposition de la relance moins que la moitié des besoins réels comparativement à ce que font les États-Unis d'Amérique. Puis-je en appeler à vous : s.v.p., chaque fois que le taux de chômage augmentera, ne dites pas aux citoyens européens que vous faites plus parce que les États-membres paient plus en termes d'allocations chômage. Ce que vous devez dire aux citoyens c'est que vous vous engagez pour un nouveau plan de relance ».

c) déclaration 4 : « *Alors que les socialistes voient dans la crise financière et économique, une chance pour promouvoir leur programme dépassé qui conduira à une destruction des emplois et ruinera la position de l'Europe dans le monde, nous nous agissons et sommes convaincus que notre vision de l'économie sociale de marché qui reste compétitive est la meilleure réponse à la crise. (...) Le PPE est convaincu du besoin d'une Europe forte qui montre au reste du monde qu'il est possible de moderniser l'économie, de créer de nouveaux emplois et préserver l'environnement en même temps. La crise actuelle nous remémore que le développement soutenable, le développement économique durable sont au coeur de toutes nos décisions.* »

Les conservateurs européens ont, ces dernières années, utilisé leur majorité au Conseil et à la Commission pour déclasser les objectifs

environnementaux et sociaux de la stratégie de Lisbonne. La stratégie de Lisbonne est le plan pour la croissance et l'emploi d'une économie sociale de marché durable, proposé et adopté en 2000 par les gouvernements de l'UE, qui étaient alors quasiment tous dirigés par un Premier ministre social-démocrate.

Comme le déclarait le Président du groupe des conservateurs au Parlement européen dans un discours relatif à la révision de la stratégie de Lisbonne: « La clé du succès de la stratégie de Lisbonne (est) la dérégulation - l'espace pour de nouvelles initiatives, l'innovation et le dynamisme économique. Barroso lui-même, qui a fait de Lisbonne sa priorité politique, (est) le meilleur garant de la poursuite de cette politique par la Commission ».

L'attitude négative de la Droite à propos de la réalisation des objectifs sociaux au cours de ces dernières années est flagrante : elle n'a jamais remis en question la manière dont la Commission a mis en oeuvre la stratégie de Lisbonne : « (La Stratégie est) un succès qui est contesté par ceux qui ont des difficultés à accepter cette Europe du changement, de l'externalisation des ressources, de rationalisation et des acquisitions » (Thomas Mann MPE PPE-DE, Allemagne).

d) déclaration 5: « *Il y a une demande claire de renforcer la coopération internationale dans le cadre d'un G20 élargi et d'autres institutions internationales* ».

Loin de renforcer la coopération, le PPE a provoqué un désaccord avec la nouvelle administration américaine du Président Obama sur l'opportunité d'élargir la coordination et d'accroître les efforts pour la relance de l'économie mondiale. Avant le sommet du G20, le 2 avril dernier, Larry Summers, chef du Conseil national économique de la Maison Blanche, a lancé un appel aux Européens en leur demandant un effort supplémentaire de relance (Financial Times - 9 mars 2009). Les conservateurs européens ont brutalement rejeté une telle demande. Le Premier ministre conservateur du Luxembourg Jean-Claude Juncker a immédiatement répondu : « les appels récents des Américains demandant aux Européens d'accroître leur effort budgétaire ne sont pas à notre convenance », (conférence de presse 9 mars 2009). Le Premier ministre conservateur tchèque, Mirek Topolanek, a, dans la foulée, critiqué le plan de relance du Président américain Barack Obama en disant : « toutes ces démarches, ces combinaisons sont un chemin vers

l'enfer » (session plénière PE, 25 mars 2009). La Chancelière allemande Angela Merkel (conservatrice) et le Président français Nicolas Sarkozy ont adopté une déclaration commune avant le G20 dans laquelle ils affirment qu'il ne faut pas augmenter le budget du plan de relance européen. La Chancelière a repoussé les demandes répétées pour « un nouveau plan global » durant le G20, et d'ajouter « je ne laisserai personne me dire que nous devons dépenser plus d'argent » (The Times, 29 mars). De concert, les conservateurs ont fait beaucoup pour saper la coopération internationale avec l'administration américaine et dans le cadre du G20.

e) déclaration 6 : « *Comme la concurrence économique globale s'accroît, les systèmes fiscaux doivent être réformés pour rendre les pays plus attractifs aux capitaux et aux talents. Cet objectif peut être atteint en baissant la charge fiscale totale, et en introduisant des taux réduits d'imposition et des exemptions fiscales* »

Les États-membres où la fiscalité est plus progressive et finance d'une façon complète les services publics, éducation et formation comprises, sont actuellement plus compétitifs. Le Danemark, la Suède et la Finlande ont tous un système social financé en très grande partie par l'impôt et se retrouvent néanmoins parmi les six économies les plus performantes du monde (selon the annual World Economic Forum rankings). Face à la crise actuelle, il est inacceptable que les conservateurs puissent encore demander des baisses d'impôt. C'est une question de justice : les nantis doivent contribuer proportionnellement à leur part du fardeau. Il est inacceptable que seules les familles des travailleurs les moins bien lotis soient les seuls à supporter le poids de la crise.

3) Le Manifeste PPE sur les droits des travailleurs et la dimension sociale de l'Europe.

a) déclaration 7 : « *Pour nous, le projet européen a toujours eu une dimension sociale* »

L'UE est actuellement dominée par une majorité de droite, et durant cette période le fossé entre les riches et les pauvres n'a cessé de s'agrandir: le taux de pauvreté a augmenté; la crise financière et économique a provoqué une hausse massive du chômage et les conséquences sociales parfois dramatiques qui en découlent. Au même moment, l'agenda social européen a été relégué au second rang des priorités.

Durant la session plénière de juillet 2008, le président du Parti socialiste européen Poul Nyrup Rasmussen et le chef de file des socialistes au Parlement européen, Martin Schulz, ont tous les deux interpellé le Président français N. Sarkozy. Ils lui ont demandé d'utiliser sa présidence du Conseil européen pour éteindre « la bombe à retardement » des injustices sociales, qui sont le fruit d'une répartition

inégale des profits et d'une distribution tout aussi injuste des richesses. Le Président Sarkozy a répondu : « ce n'est pas notre priorité première » (PE session plénière 10 juillet 2008).

Le Président conservateur de la Commission J.M. Barroso a clairement révélé les priorités sociales de la droite quand il a déclaré devant le Parlement européen qu'il se concentrerait sur l'économie plutôt que sur l'agenda social ou l'environnement durant son mandat : « permettez-moi de vous dire, c'est comme si j'avais trois enfants - l'économie, notre agenda social, et l'environnement. Comme tout père moderne - si un de mes enfants est malade, je suis prêt à tout laisser tomber pour me consacrer à son rétablissement. C'est une attitude normale et responsable. Mais cela ne veut pas dire que j'en aime moins les autres ! »

b) déclaration 8 : « *En conservant les avantages du Traité de Lisbonne et de la Charte des droits fondamentaux, nous renforçons l'importance des droits des travailleurs et du rôle joué par tous les différents syndicats agissant à travers l'Europe...* »

Alors que le PPE se vante de défendre les droits des travailleurs et des syndicats européens, leurs actions durant cette mandature prouvent le contraire. Le débat « sur la directive services » ou « directive Bolkestein » est un premier exemple : le PPE soutenait l'ouverture du marché des services pour les entreprises appliquant uniquement la législation et les conventions collectives sur les salaires du pays d'origine. C'est l'application du fameux principe du pays d'origine. Ce qui aurait eu pour conséquence directe de provoquer l'installation de ces compagnies dans les États pratiquant les plus bas salaires et les standards sociaux les moins élevés créant ainsi un « dumping social ». Les socialistes européens, avec l'appui d'autres organisations, des syndicats et représentants de la société civile, se sont opposés avec succès à cette tentative en n'obtenant une majorité en faveur de l'application de la législation du pays où l'entreprise opère.

Autre exemple particulièrement révélateur de l'attitude méprisante de la droite vis-à-vis des droits des travailleurs: le rapport rédigé par un eurodéputé polonais du PPE Jacek Protasiewicz, sur le droit du travail. Le 10 juillet 2006, ce dernier s'est déclaré partisan devant le Parlement européen « d'une plus grande flexibilité » sur les marchés de l'emploi et

a proposé « des clauses donnant une évaluation positive de l'influence des formes de travail atypiques sur la création d'emplois dans l'UE ». Cet eurodéputé s'est ainsi fait le chantre du développement d'emplois précaires, sous-rémunérés pour lesquels les travailleurs n'ont que des droits limités !

Le mépris instinctif des députés du PPE à l'égard des travailleurs est illustré par ce commentaire du coordinateur PPE, le conservateur britannique Philip Bushill-Mathews à propos de l'accord entre les partenaires sociaux relatif au renforcement des droits des travailleurs au sein des comités d'entreprises européens : « personnellement je ne suis pas du tout en faveur de cet accord ». (PE - session plénière 2 septembre 2008).

Plus récemment, le PPE s'oppose au PSE dans ses efforts visant à renforcer les droits des travailleurs et des syndicats dans l'Union européenne. Plusieurs arrêts récents de la Cour européenne de justice (affaires Viking, Laval, Rüffert, Luxembourg) remettent en cause les conventions collectives et les droits des travailleurs. Le Parti socialiste européen réclame une révision de la législation européenne afin de garantir un salaire égal à travail égal et le respect des accords issus des conventions collectives par secteur. Un rapport du Parlement européen rédigé par le socialiste Jan Andersson et soutenu fortement par tous les syndicats reprend cette proposition mais la Commission Barroso, à majorité de droite, a refusé d'y répondre en proposant une nouvelle directive sur les travailleurs détachés.

c) déclaration 9 : « *Plus de coopération transfrontalière dans les soins de santé devrait s'accompagner de plus de bénéfices pour les patients et augmenter l'efficacité économique* »

Le PPE estime que les soins de santé devraient être libéralisés dans l'UE, ouvrant ainsi la voie au renforcement de la privatisation de ce service public fondamental. Le PPE souhaite une législation européenne sur les soins de santé transfrontaliers qui bénéficierait uniquement aux individus les plus fortunés pouvant se permettre de voyager pour se faire soigner plutôt qu'aux patients ordinaires contrairement à ce qu'il affirme. Le PSE a cherché à améliorer ce projet de loi européenne. Tous les patients doivent pouvoir se faire soigner dans un autre État membre avec l'accord de leur caisse d'assurance maladie et si le traitement n'est

pas disponible dans leur pays d'origine. Dans leur Manifesto, les socialistes européens se prononcent en faveur d'un cadre européen qui engage les États-membres à garantir la qualité, l'accessibilité et l'universalité des services publics de santé, ce à quoi s'oppose le PPE.

4) Le PPE et l'égalité des genres

a) déclaration 10 : « *La promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans tous les processus de décision et dans le marché du travail est un domaine prioritaire* ».

Le groupe PPE au Parlement européen compte parmi ses membres seulement 24 % de femmes, moitié moins qu'au PSE (41,4 %). Les eurodéputées socialistes ont demandé l'application de quotas similaires aux lois en vigueur en Norvège où les femmes doivent être représentées jusqu'à 40 % au moins dans les conseils d'administration des entreprises, ce à quoi s'oppose le PPE.

b) déclaration 11 : « *Le congé parental pour les deux parents doit être encouragé. (...) Nous soutenons ... des initiatives lancées par la Commission européenne tenant compte du vieillissement démographique et des nouveaux besoins des familles* »

Le PSE demande la révision de la directive sur le congé parental 96/34/EC - vieille de 17 ans - afin de renforcer les droits des parents avec l'arrivée d'un nouvel enfant mais les députés de droite s'y sont opposés. Le 6 mai 2009, les députés conservateurs de l'hémicycle ont bloqué une proposition des eurodéputés socialistes visant à instaurer un congé de maternité de 20 semaines dans l'UE notamment pour les femmes qui allaitent et à instaurer un congé de paternité de deux semaines. .

c) déclaration 12 : "*Nous insistons aussi sur la nécessité de mettre fin aux différences de salaires entre hommes et femmes spécialement en appliquant mieux la législation existante*".

Les députés conservateurs au PE se sont opposés aux tentatives du PSE d'introduire des sanctions et des pénalités pour les employeurs qui ne respectent pas la législation « à travail égal - salaire égal ». Ainsi leur demande de mettre en oeuvre la législation actuelle d'une façon plus efficace est vaine puisqu' ils ne proposent aucune mesure d'application.

5) Manifeste du PPE sur le changement climatique

a) déclaration 13 : *"Le PPE fixe un objectif de 30 % de réduction de gaz à effet de serre d'ici 2020 (comparé aux niveaux de 1990) en vertu des décisions du Conseil européen de mars 2007. (...) Nous sommes conscients que ces objectifs sont ambitieux et qu'ils demanderont une meilleure intégration des objectifs de changement climatique, énergétique, de la promotion de l'énergie sans émission de carbone et de la mise en oeuvre et de l'amélioration du système communautaire d'échanges de quotas d'émission dans toutes les régions concernées".*

Le PPE a dilué la législation sur le climat qui proposait d'atteindre l'objectif de 20 % de réduction des gaz à effet de serre. Leur revendication d'une réduction de 30 % sonne faux. Les députés conservateurs de l'hémicycle ont régulièrement voté contre toute législation sur le climat : 17 députés conservateurs ont voté contre le rapport du Parlement européen sur le financement des efforts de réduction climatique ; 33 députés conservateurs ont voté contre le rapport final de la commission spéciale sur le changement climatique du Parlement européen et 29 députés conservateurs ont voté contre le rapport sur l'échange des quotas d'émission.

b) déclaration 14 : *« L'énergie renouvelable devrait représenter au moins 20% de l'énergie totale de l'UE d'ici 2020 et l'objectif est d'augmenter encore davantage ce pourcentage ».*

Le Président conservateur de la commission de l'environnement du PE Miroslav Ouzky s'est abstenu lors du vote sur la directive visant à augmenter la part des énergies renouvelables totales de l'Union à 20 % d'ici à 2020, ce qui révèle combien l'engagement du Manifeste PPE est flou dans ce domaine. La plupart des gouvernements conservateurs en Europe ont fait peu d'efforts pour accroître la part des énergies renouvelables, France, Italie, Pologne et Luxembourg compris.

c) déclaration 15 : *« les exigences élevées imposées aux producteurs européens en termes de normes de santé et d'environnement et même les préférences collectives comme le bien être animal (...) entraînent des coûts pour les producteurs ».*

Le PPE considère les normes de santé et d'environnement comme des « coûts élevés » pour les producteurs alors que ces normes protègent actuellement contre des coûts et des conséquences bien plus élevés pour les entreprises et les citoyens, comme la maladie, l'incapacité voire le décès des salariés et les changements climatiques dangereux. Des normes environnementales élevées notamment dans le domaine de l'efficacité énergétique pourraient épargner des milliards d'euros en termes de coûts énergétiques pour les entreprises et les ménages. Plus encore, si nous ne réduisons pas considérablement les émissions à effet de serre, l'adaptation des coûts pour les affaires et le commerce sera énorme : le Cadre de la Convention des Nations unies sur le changement climatique conclut qu'il faudrait disposer d'une somme allant de 49 à 171 milliards de dollars d'investissement annuel pour gérer l'adaptation au changement climatique. Ces coûts seront encore plus élevés si nous ne faisons rien sur ce sujet dès maintenant.